



L'internationale des Services Publics au *Forum Social Mondial*

Tunis
2013



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation for Offentliga Tjänster
國際公務勞運

يوم العدالة في قطاع المياه في تونس

JOURNÉE DE LA JUSTICE SOCIALE DE L'EAU A TUNIS

25

MARS

13:00 – 19:00

Université

du 9 avril

Avec l'aggravation de la crise mondiale de l'eau à travers le monde, nous, défenseurs de l'eau comme droit humain et bien public, voyons le problème comme politique. La crise de l'eau met en évidence à quel point l'injustice et la dévastation de l'environnement sont intrinsèquement liés à l'agenda mondial du néolibéralisme. Pendant que des entreprises se bousculent pour acquérir un plus grand accès aux ressources d'eau limitées afin de leur assurer une croissance économique continue, nous sommes des communautés et des organisations de solidarité qui affirment notre droit de défendre les sources d'eau pour les gens et la planète.

Parce que l'eau est une question transversale qui est au cours de bon nombre de nos luttes pour la justice, nous allons organiser une Journée de la justice de l'eau avant le Forum social mondial qui permettra à des groupes de se rapprocher et de partager stratégies et idées.

OBJECTIFS

- Réunir les principaux alliés du mouvement de l'eau
- Explorer les défis, opportunités et tendances de discussions stratégiques pour le mouvement pour la justice sociale de l'eau en mettant l'accent sur les stratégies et les solutions actuellement employées
- Parcourir les intersections avec d'autres secteurs / luttes (climat, mines, barrages, luttes anticoloniales)
- Écouter les mises à jour de militants engagés dans les luttes clés
- Partager des stratégies pour la justice de l'eau
- Relier les défenseurs de la justice de l'eau de partout avec les mouvements tunisiens
- Lier les campagnes mondiales avec les luttes en faveur de la justice locale de l'eau au Maghreb et ailleurs dans le monde

Organisations convocatrices : -Projet Planète bleue (Blue Planet Project) - Eyes Network - Federación española de Ingeniería Sin Fronteras - Comitato Italiano Contratto Mondiale sull'acqua Onlus - Cicma Onlus - Focus on the Global South - Food and Water Watch / Food and Water Europe - France Libertés - Jubilee South Asia Pacific Movement on Debt and Development - Indigenous Environmental Network - International Rivers -Institute for Agriculture and Trade Policy - Institut Polaris - Internationale des services publics - Les Petits Débrouillards - Transnational Institute - Via Campesina

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec : meera@canadians.org

لا تقدم اجتماعي من دون نقابات مستقلة

PAS DE PROGRÈS SOCIAL SANS ORGANISATIONS SYNDICALES INDÉPENDANTES

27
MARS

13:00 – 15:30
Salle ABG

Tous les travailleurs méritent d'être traités avec respect par leurs employeurs. Les syndicats jouent un rôle décisif dans l'amélioration des conditions de travail, la sécurité et les salaires - et pourtant certains gouvernements et employeurs violent systématiquement le droit des travailleurs de s'affilier à des syndicats existants ou d'en former de nouveaux. Les syndicats sont aussi les représentants des travailleurs dans un monde qui est de plus en plus individualiste. Avoir des institutions collectives pour défendre des objectifs communs pour le travail et les conditions de vie est un droit pour tous.

L'atelier examinera comment un droit fondamental de l'homme: la Convention 87 de l'OIT sur la liberté syndicale est respecté dans différents pays. L'atelier est destiné aux militants syndicaux, aux associations et militants pour les droits des travailleurs, ainsi qu'à d'autres parties intéressées pour explorer la question et débattre du rôle que les syndicats doivent continuer à jouer dans les prochaines années pour ancrer la démocratie dans la région MENA et autres régions.

Partenaires : CGIL (Italie), CUT (Brésil), FGTB (Belgique), HSU-PGTU (Palestine), RETA (Egypte), SNAPAP (Algérie), *Solidarity Center* (AFL-CIO), UGTT (Tunisie), UKCS (Kenya)

طاولة مستديرة حول المياه كونها ذات منفعة عامة وحق انساني

TABLE RONDE SUR L'EAU RESSOURCE COMMUNE ET DROIT HUMAIN

27
MARS

13:00 – 15:30
Salle P19

La campagne pour le droit humain à l'eau et à l'assainissement a été engendré par les mouvements sociaux qui se sont battus contre la privatisation des services d'eau, la marchandisation des ressources et la prise de contrôle par les sociétés privées des ressources et de la distribution d'eau. Maintenant que le droit à l'eau et à l'assainissement a été officiellement reconnue par les Nations Unies et une liste croissante des gouvernements nationaux, nous devons faire pression pour une mise en œuvre de ce droit qui nous permet d'aller de l'avant dans nos campagnes pour la justice de l'eau. Cette table ronde réunira des groupes de justice de l'eau des pays du Sud et du Nord pour discuter des stratégies clés pour promouvoir une mise en œuvre du droit humain à l'eau conforme à nos campagnes locales pour protéger l'eau comme un bien commun, libre de la privatisation, de la marchandisation, et de la financiarisation. Nous espérons établir des liens et des échanges de stratégies avec des groupes locaux en Tunisie et en Afrique du Nord.

تمكين النساء

L'AUTONOMISATION DES FEMMES

27
MARS

16:00 – 18:30
Salle S 12

Comment peut-on renforcer le rôle des femmes dans la lutte pour la démocratie, les droits économiques et sociaux? Nous allons discuter d'exemples de processus constructifs qui ont un impact sur l'égalité entre les sexes et soutiennent l'émancipation des femmes, y compris dans les zones rurales et le traitement de thèmes transversaux tels que la terre et les droits des femmes, la justice climatique, le VIH / sida, l'éducation et le développement économique et social.

La violence contre les femmes crée l'inégalité et des lacunes en matière de développement, affectant le bien-être des générations actuelles et futures. Les travailleurs du secteur public sont bien placés pour promouvoir, mettre en œuvre et surveiller les lois et règlements qui font progresser l'égalité des sexes et la protection contre la violence et le harcèlement. Même lorsque des lois sont mises en place, les collectivités et en particulier les femmes n'en ont souvent pas conscience. L'élimination de la violence nécessite une intervention forte des pouvoirs publics dans le but de concevoir, de mettre en œuvre et faire respecter des mesures de prévention appropriées, afin d'assurer la protection juridique et les poursuites des infractions et de fournir soutien et indemnisation aux victimes. Cela signifie que le combat contre les discriminations de genre et pour la position des femmes dans les syndicats doit devenir plus visible et plus efficace. Les meilleures pratiques de la région MENA et d'autres régions dans ce domaine seront présentées.

Partenaires : CDT (Maroc), CGIL (Italie), CGTP (Pérou), Cestrar (Rwanda), CUT (Brésil), DWRC (Palestine), FGTB (Belgique), HSU-PGTU (Palestine), *ITUC Arab Trade Union Women's Network*, SNAPAP (Algérie), UGTT (Tunisia), UKCS (Kenya), *Zambia Social Forum*

يحتاج العالم لضريبة عادلة وضريبة على التحويلات المالية

LE MONDE A BESOIN DE JUSTICE FISCALE ET D'UNE TTF

28
MARS

09:00 – 12:00
Salle M211

Les citoyens du monde entier, du Nord au Sud, font entendre leur voix pour une requête commune : c'est le moment d'instaurer une justice fiscale. Le mouvement en faveur d'une justice fiscale, en plein croissant, appelle à une taxation et à des dépenses progressives dans le domaine des services publics et le développement durable afin de mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, soutenues par des processus participatifs démocratiques. Cet atelier prévoit une discussion sur la manière de collaborer afin d'obtenir une contribution fiscale équitable de la part du secteur financier grâce à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, également connue sous le nom de « taxe Robin des Bois », d'une contribution équitable de la part des entreprises multinationales grâce à la fin des systèmes nationaux et internationaux permettant l'évasion fiscale massive et les paradis fiscaux, de systèmes d'imposition progressifs justes et efficaces dans tous les pays, et de propositions politiques spécifiques pouvant être utilisées pour mener des campagnes à travers le monde.

Partenaires : *Attac Norway*; CIDSE; CNCD-11.11.11; *Europeans for Financial Reform*; ETUC-CES; FGTB; Friedrich-Ebert-Stiftung; *Global Progressive Forum*; *Jubilee South Asia Pacific Movement on Debt and Development*; *National Nurses United*; Oxfam Great Britain; Internationale des services publics; *Robin Hood Tax campaign*; *Tax Justice Network-Africa*; *Trades Union Congress*; *Ubuntu Forum*; *War on Want*.

توظيف الشباب هو الطريق للخروج من الازمة

L'EMPLOI DES JEUNES EST LE MOYEN DE SORTIR DE LA CRISE

28
MARS
13:00 – 15:30
Salle
A. Ben Salah

Les jeunes travailleurs, les décideurs politiques, les autorités publiques et les syndicats construisent une plate-forme pour la création d'emplois décents. Le monde est confronté à une crise de l'emploi de plus en plus grave pour les jeunes: les jeunes sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes et plus de 75 millions de jeunes à travers le monde cherchent du travail. Des politiques ciblées pour la jeunesse sont essentielles pour résoudre le chômage des jeunes, il faut promouvoir les jeunes en tant qu'agents du changement et favoriser de meilleures compétences chez les jeunes afin qu'ils soient armés pour faire face à la crise économique mondiale et ainsi accroître leurs perspectives d'emploi. Le Conseil de la Jeunesse de Bolzano fera part de ses idées et de ses pratiques les plus efficaces, impliquant les participants dans une discussion sur la façon dont ces objectifs peuvent être atteints.

Les recherches démontrent constamment que les jeunes, hommes et femmes, sont souvent marginalisés. Ils doivent surmonter plus d'obstacles que les adultes pour obtenir un emploi décent. Des mesures doivent être prises pour faire en sorte que les jeunes aient accès aux possibilités d'éducation et de formation. Les syndicats jouent un rôle important en fournissant une voix aux jeunes travailleurs. L'Internationale des Services Publics et ses affiliés de la région MENA et d'autres régions vont faire connaître leurs meilleures pratiques.

Partenaires : CUARTEL BOLZANO (Italie), Regione Toscana (Italie), SNAPAP (Algérie), UGTT (Tunisie)

ديمقراطية المياه

LA DÉMOCRATIE DE L'EAU

28
MARS
16:00 – 18:30
Salle G

Au Caire, l'eau coulait dans les communautés riches, mais pas aux régions pauvres de la ville: en raison de cette grave injustice, la justice de l'eau était l'une des exigences de la révolution égyptienne. Ce qui a changé en termes d'accès des citoyens aux services essentiels comme l'eau et l'assainissement dans la transformation sociale après le printemps arabe? Dans l'après-printemps arabe en Tunisie, les politiques gouvernementales d'austérité néolibérales peuvent conduire à la privatisation de la compagnie des eaux SONEDE public. Ailleurs dans le monde, la privatisation a prouvé à saper le droit humain à l'eau. Cet atelier a pour objectif de relier les luttes populaires en eau, notamment la résistance à la privatisation, en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays d'Afrique du Nord et Moyen-Orient ainsi que le reste du monde. Quelles sont les perspectives pour la récupération de l'eau publique et le développement des services publics performants et démocratiques qui répondent aux besoins des collectivités et à protègent l'environnement?

الطاقة والتنمية والبيئة

ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT ET CLIMAT



Assurer l'accès universel à des services énergétiques modernes, notamment l'électricité. Instaurer un contrôle public des ressources et des services énergétiques, y compris les énergies renouvelables. Mettre l'accent sur les propositions et les acteurs en Afrique, y compris Desertec et le barrage Grand Inga. Dans de nombreux pays, des investissements massifs sont nécessaires, mais elles ne sont pas réalisés en raison de la dépendance erronée sur le secteur privé à apporter des finances, de l'expertise, l'efficacité, etc. Politiques et programmes pour les sources d'énergie à faible émission de carbone sont nécessaires d'urgence, et les énergies renouvelables doivent jouer un rôle beaucoup plus important dans la satisfaction des besoins énergétiques de tous les peuples. La plupart des organisations internationales, y compris les banques de développement, continuent à proposer les mauvaises solutions du marché. Les décisions dans le secteur de l'énergie requièrent des processus de démocratie participative. À l'heure actuelle, un certain nombre de sociétés d'énergie puissantes dominent le discours public. Les négociations les plus récentes de l'ONU sur le climat à Doha au Qatar révèlent que le lobby des entreprises et l'intérêt économique de la plupart des pays bloquent tout progrès sur les objectifs de réduction de carbone, y compris dans le secteur de l'énergie.

